

Suivi des questions européennes en application de l'article 123 du Règlement

Période du 25 septembre au 8 octobre 2019

1 Actualités européennes

- Audition du commissaire désigné Didier Reynders
- 8e programme d'action pour l'environnement : le Conseil adopte des conclusions
- Alliance circulaire sur les matières plastiques : plus de 100 signataires s'engagent à utiliser dix millions de tonnes de plastique recyclé d'ici à 2025
- Nouvelles règles pour des appareils ménagers plus durables

2 Réunions du Conseil des Ministres de l'Union européenne et du Conseil européen

Date	Institution	Ordre du jour
8 octobre 2019	Formation « Affaires économiques et financières » du Conseil des Ministres <i>Représentant belge : M. Alexander De Croo</i>	- Lutte contre le blanchiment de capitaux - Architecture financière européenne pour le développement
14 et 15 octobre 2019	Formation « Agriculture et Pêche » du Conseil des Ministres <i>Représentant belge : M. Denis Ducarme, assisté par M. Willy Borsus et Mme Hilde Crevits</i>	- Quotas de pêche en mer Baltique pour l'année 2020 - Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche après 2020 - Stratégie de l'Union européenne pour les forêts après 2020 - Avenir de la PAC après 2020

Date	Institution	Ordre du jour
15 octobre 2019	Formation « Affaires générales » du Conseil des Ministres <i>Représentant belge : M. Didier Reynders</i>	Élargissement de l'Union européenne et processus de stabilisation et d'association en ce qui concerne l'Albanie et la République de Macédoine du Nord
15 octobre 2019	Formation « Affaires générales Article 50 » du Conseil des Ministres <i>Représentant belge : M. Didier Reynders</i>	État d'avancement du Brexit <i>Des informations actualisées seront communiquées aux ministres par le négociateur en chef de la Commission pour le Brexit, M. Michel Barnier.</i>
17 et 18 octobre 2019	Conseil européen	<ul style="list-style-type: none"> - Budget à long terme de l'Union européenne sur la base des travaux menés par la présidence finlandaise - Présentation de Mme Ursula von der Leyen, Présidente élue de la Commission européenne, au sujet des priorités de l'Union européenne pour la période 2019 - 2024 - Aspects internationaux du changement climatique suite au Sommet Action Climat de l'ONU - Réunion dans une configuration à 27 en vue d'examiner l'état d'avancement des travaux concernant le Brexit

3 *Consultations de la Commission européenne et du Comité européen des régions*

La Commission européenne sollicite l'opinion des citoyens et des parties prenantes sur le champ d'application, les priorités et la valeur ajoutée de l'action de l'Union européenne concernant de nouvelles initiatives ou l'évaluation de politiques et législations existantes.

Grâce aux consultations publiques, le Parlement de Wallonie peut donner son avis sur ces initiatives, politiques ou mesures législatives.

- Évaluation du support à l'inclusion sociale par le Fonds social européen

Le Fonds social européen (FSE) est le principal instrument financier européen de soutien à l'emploi : il intervient pour aider les personnes à trouver des emplois de meilleure qualité et pour offrir des perspectives professionnelles plus équitables à tous les citoyens européens.

Les missions du FSE ainsi que les obligations des États membres concernant l'allocation des moyens proposés par le FSE figurent dans le Règlement n° 1304/2013.

Cette consultation vise à évaluer l'efficacité du Fonds social européen dans la promotion de l'inclusion sociale ainsi que la lutte contre la pauvreté et la discrimination pour la période 2014-2020.

Les résultats de la consultation permettront de préparer la programmation de la période 2021-2027.

Date limite pour le dépôt d'une contribution : 19 décembre 2019

4 *Cour de justice de l'Union européenne*

- Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-673/17

Le Tribunal correctionnel de Foix (France) a interrogé la Cour de justice de l'Union européenne sur la compatibilité du Règlement n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (dont relève le glyphosate), avec le principe de précaution.

Après examen des questions posées par la juridiction nationale, la Cour de justice de l'Union européenne n'a relevé aucun élément de nature à affecter la validité du règlement concerné.

5 *Commission chargée de questions européennes du Parlement de Wallonie*

Prochaine réunion : à fixer